

DECRET N° 2009- 393 /PRES

promulguant la loi n° 003-2009/AN du 31 mars 2009 portant autorisation de ratification du Traité d'amitié et de coopération entre le Burkina Faso et la République de Côte d'Ivoire signé à Ouagadougou le 29 juillet 2008.

**LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

- VU la Constitution ;
- VU la lettre n° 2009-030/AN/PRES/SG/DGSL/DSC du 10 avril 2009 du Président de l'Assemblée nationale transmettant pour promulgation la loi n° 003-2009/AN du 31 mars 2009 portant autorisation de ratification du Traité d'amitié et de coopération entre le Burkina Faso et la République de Côte d'Ivoire signé à Ouagadougou le 29 juillet 2008 ;
- VU l'avis juridique n° 2009-003/CC du 06 janvier 2009 sur la conformité à la Constitution du Traité d'amitié et de coopération entre le Burkina Faso et la République de Côte d'Ivoire signé le 29 juillet 2008 à Ouagadougou ;

DECRETE

ARTICLE 1 : Est promulguée la loi n° 003-2009/AN du 31 mars 2009 portant autorisation de ratification du Traité d'amitié et de coopération entre le Burkina Faso et la République de Côte d'Ivoire signé à Ouagadougou le 29 juillet 2008.

ARTICLE 2 : Le présent décret sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 03 juin 2009


Blaise COMPAORE

BURKINA FASO

UNITE-PROGRES-JUSTICE

ASSEMBLEE NATIONALE

IVE REPUBLIQUE

QUATRIEME LEGISLATURE

LOI N° 003-2009/AN

**PORTANT AUTORISATION DE RATIFICATION DU TRAITE
D'AMITIE ET DE COOPERATION ENTRE LE BURKINA
FASO ET LA REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE SIGNE A
OUAGADOUGOU LE 29 JUILLET 2008**

L'ASSEMBLEE NATIONALE

- Vu la Constitution ;
- Vu la résolution n° 001-2007/AN du 04 juin 2007,
portant validation du mandat des députés ;

a délibéré en sa séance du 31 mars 2009
et adopté la loi dont la teneur suit :

Article 1 :

Le gouvernement du Burkina Faso est autorisé à ratifier le Traité d'amitié et de coopération entre le Burkina Faso et la République de Côte d'Ivoire signé à Ouagadougou le 29 juillet 2008.

Article 2 :

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Ainsi fait et délibéré en séance publique
à Ouagadougou, le 31 mars 2009.

Pour le Président de l'Assemblée nationale,
le Premier Vice-président


Kanidoua NABOHO



Le Secrétaire de séance

Irène YAMEOGO/YAMEOGO